ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 3 novembre 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés", a donné le 12 novembre 1969 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e november 1969 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen", heeft de 12e november 1969 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Pour plus de précision, il y aurait lieu d'écrire au 4° : " ... qui leur sont assimilées par l'article 13".

Le 6° ne règle pas le droit du militaire orphelin de père ou de mère seulement et abandonné par le survivant de ses parents. Eu égard au fait que cet orphelin entre certainement dans les prévisions de l'article 2, 6° nouveau, il est proposé de rédiger le 6° de la manière indiquée plus loin.

Une observation particulière doit être faite à propos de l'article 2, 3°, de la loi, que le projet ne modifie pas.

Cet article, combiné avec l'article 10 de la loi, ne reconnaît les frères et soeurs des militaires comme ayants droit que s'ils sont orphelins de père et de mère. Peu importe que le survivant des parents ait été déchu de la puissance paternelle ou qu'il ait disparu (arrêt Etat belge c/Vande Capelle , n°3609 , du 14 juillet 1954).

Il serait logique de revoir le 3° dans le même sens que le 6° proposé ci-après.

Le Conseil d'Etat fait observer, par ailleurs, que le projet ne semble pas régler la situation qui peut résulter des liens de l'adoption.

Sous réserve de cette dernière observation, il est proposé de rédiger comme suit l'article 1er du projet :

.../...

"Article 1er.-

A l'article 2 de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, sont apportées les modifications suivantes :

1° au liminaire, les mots "Les bénéficiaires de l'indemnité" sont remplacés par les mots "Les ayants droit à l'indemnité";

2° le 3° est remplacé par ... (voir avis) ;

3° le 4° est remplacé par la rédaction suivante :
"4° les père et mère du militaire ou les personnes qui leur sont assimilées par l'article 13";

4° le 6° est remplacé par la rédaction suivante :
"6° le militaire orphelin de père et de mère, le militaire abandonné par ses parents, le militaire orphelin de père ou de mère et abandonné par le survivant".

Article 5.

La loi serait plus claire si la matière réglée par l'article 7 nouveau faisait l'objet d'un alinéa 2 joint à l'article 5. Cet alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Toutefois, lorsque les enfants ont été confiés par le militaire, avant son entrée en service et pour des raisons indépendantes du service, à des tiers autres que leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré, ils n'ont droit à l'indemnité de milice que si les tiers étaient rémunérés. L'indemnité est alors limitée au montant de la rémunération".

L'article 7 de la loi devrait dès lors être abrogé.

.../...

Compte tenu de ces observations, les articles 4 et 5 du projet devraient être rédigés comme suit :

"Article 4. -

§ 1er. ... (texte du projet) ...

§ 2. Le même article est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, lorsque les enfants ... (voir ci-dessus) ... ".

Article 5.-

L'article 7 de la même loi est abrogé ".

Article 6.

Le texte du projet présente l'inconvénient de donner aux enfants du premier lit un droit que l'on refuse aux enfants du second lit.

D'accord avec les délégués du Gouvernement, il est proposé de remplacer l'article 6 du projet par une disposition abrogeant l'article 8, alinéa 2, de la loi.

Article 12.

Voir l'observation faite, à propos de l'article 1er du projet, sur le 6° de l'article 2 de la loi.

.../...

Article 13.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de l'article 18 de la loi comme suit :

"Le montant de l'indemnité due à l'épouse du militaire est majoré de 20 p.c. au moins pour le premier enfant et de 10 p.c. au moins pour chaque enfant à partir du deuxième".

Compte tenu de ce nouveau texte, qui seul institue une véritable majoration de l'indemnité, il est proposé, d'accord avec les délégués du Gouvernement, de modifier l'intitulé du chapitre III comme suit : "Les compléments d'allocations familiales".

Cette modification rend nécessaire l'insertion d'une disposition nouvelle rédigée comme suit, qui pourrait remplacer l'article 17 du projet devenu sans objet :

"Aux articles 1er, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29 et 42 de la loi, les mots "majorations tenant lieu d'allocations familiales" ou "majorations" sont remplacés par les mots "compléments d'allocations familiales".

.../...

Articles 14, 16 et 19.

L'article 14 du projet complète l'alinéa 1er de l'article 19 de la loi par les mots "ou, à défaut, par le tuteur de celui-ci". L'expression "à défaut" est critiquable car elle est susceptible d'être interprétée en ce sens que le tuteur ne pourrait intervenir que s'il n'y avait personne pour assurer l'entretien du mineur. Or, tel n'est pas le cas. Dans l'intention du Gouvernement, le tuteur peut agir, même s'il existe une personne qui assure l'entretien, lorsque cette personne est elle-même mineure ou négligente.

Il est proposé, dès lors, de compléter l'alinéa 1er de l'article 19 de la loi par les mots : "ou, le cas échéant, par le tuteur de celui-ci".

Il est proposé d'adopter la même terminologie dans l'article 16 du projet ("... ou, le cas échéant, au tuteur des mineurs") et dans l'article 19 du projet (" ... ou, le cas échéant, par le tuteur de ceux-ci").

Articles 15 à 19.

L'ordre des articles doit être revu , compte tenu de l'ordre des dispositions modifiées. L'article 15 doit venir à la suite de l'article 19.

.../...

Article 22.

La dernière phrase du second alinéa de l'article 35 de la loi priverait le demandeur d'indemnité d'un degré de juridiction au fond.Le demandeur serait ainsi seul à pâtir de la carence de la juridiction organisée par la loi.

En outre, cette disposition est contraire au principe selon lequel le délai dans lequel doit être prononcée une décision juridictionnelle n'est pas substantiel (jurisprudence constante - voir en dernier lieu, en raison de son caractère général, l'arrêt MOERS, n° 13.755, du 24 octobre 1969).

La dernière phrase précitée doit, dès lors, être omise.

Article 24.

Par souci de clarté, il est proposé de présenter cette disposition comme suit :

"Article 24.-

L'article 41 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41. § 1er. L'indemnité et les compléments d'allocations familiales sont dus :

1° aux ayants droit visés à l'article 2, 1°, 2°, 3° et 6°, à partir du jour de l'entrée au service militaire;

.../...

2° à partir du septième mois, aux ayants droit visés à l'article 2, 4° et 5°.

Par dérogation au 1°, les épouses visées à l'article 2, 1°, n'ont droit à l'indemnité de milice que soit à partir du quatrième mois de mariage avec le militaire, soit à partir du septième mois de service de celui-ci. Les périodes d'attente susvisées ne sont pas d'application en cas de naissance d'un enfant né du militaire et de son épouse.

§ 2. Le Roi pourra, dans les limites et aux conditions qu'il fixera, abréger ou supprimer les périodes d'exclusion de la jouissance du droit à l'indemnité de milice frappant certains ayants droit visés à l'article 2, 1°, et ceux qui sont visés à l'article 2, 4° et 5°.

§ 3. Les périodes de rappel donnent droit à l'indemnité de milice pour tous les ayants droit à partir du jour du rappel sous les armes.

§ 4. L'indemnité de milice et les compléments d'allocations familiales sont payés jusques et y compris le jour du renvoi du militaire dans ses foyers ou jusqu'à la veille du jour où il est admis au régime du traitement. Toutefois, lorsque l'indemnité de milice est due sans interruption pour les six derniers mois de service, abstraction faite des congés exceptionnels, l'indemnité et les compléments d'allocations familiales seront payés jusques et y compris le quinzième jour à compter de celui où le militaire est mis en congé illimité.

§ 5. Si le militaire meurt en service et par le fait du service, l'indemnité et les compléments d'allocations familiales sont payés jusqu'au jour du paiement de la pension ou d'une avance sur cette pension aux ayants droit. Les allocations perçues depuis le décès restent acquises aux intéressés pour le montant qui excède la pension.

.../...

§ 6. Les indemnités et les compléments d'allocations familiales, à l'exception des indemnités de naissance, ne sont pas dus :

1° pendant les périodes de désertion;

2° pendant les congés exceptionnels;

3° pendant la période de congé sans solde qui s'étend du séjour au Centre de recrutement et de sélection à l'appel définitif sous les armes".

---

Artikel 1.

Nauwkeurigheidshalve zou onder 4° moeten worden gelezen : "... die artikel 13 met hen gelijkstelt".

De tekst onder 6° treft geen regeling inzake het recht van de militair die halve wees is en door zijn overlevende vader of moeder verlaten is. Aangezien die wees stellig onder de voorzieningen van het nieuwe artikel 2, 6°, valt, wordt voorgesteld de tekst te lezen zoals verderop in het advies is aangegeven.

Een bijzondere opmerking moet worden gemaakt in verband met artikel 2, 3°, van de wet, waarin het ontwerp geen wijziging brengt.

Dat artikel, gecombineerd met artikel 10 van de wet, erkent broeders en zusters van militairen alleen dan als rechthebbenden als zij wezen zijn. Het doet er weinig toe of de overlevende vader of moeder van de ouderlijke macht ontzet dan wel verdwenen is (arrest Belgische Staat tegen VANDE CAPELLE, nr. 3609, van 14 juli 1954).

Het ware logisch de tekst onder 3° te herzien in dezelfde zin als de hierna voor 6° voorgestelde tekst.

De Raad van State merkt overigens op dat het ontwerp geen regeling schijnt te treffen voor de toestand die kan ontstaan uit adoptie.

Onder voorbehoud van deze laatste opmerking wordt voorgesteld artikel 1 van het ontwerp als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 1.-

In artikel 2 van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende volzin worden de woorden "De genothebbenden van de vergoeding" vervangen door de woorden "Op de vergoeding toegekend in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald in deze wet, hebben recht";

2° de tekst onder 3° wordt vervangen door ... (zie advies);

3° de tekst onder 4° wordt door de volgende tekst vervangen :

"4° de ouders van de militair of de personen die artikel 13 met hen gelijkstelt";

4° de tekst onder 6° wordt door de volgende tekst vervangen :

"6° de militair die wees is, de militair die door zijn ouders verlaten is, de militair die halve wees is en door zijn overlevende vader of moeder verlaten is".

Artikel 5.

De wet zou duidelijker zijn indien de stof die geregeld wordt in het nieuwe artikel 7, als tweede lid aan artikel 5 werd toegevoegd. Dat lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Wanneer de kinderen echter door de militair, vóór zijn indiensttreding en om redenen die geen verband houden met de dienst, toevertrouwd zijn aan andere derden dan hun bloed- of aanverwanten tot de vierde graad, hebben zij op de militievergoeding alleen recht als die derden daarvoor bezoldigd werden. De vergoeding wordt dan beperkt tot het bedrag van de bezoldiging."

.../...

Artikel 7 van de wet zou dan ook moeten worden opgeheven.

Met inachtneming van die opmerkingen zouden de artikelen 4 en 5 van het ontwerp als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

§ 1. ... (tekst van het ontwerp)...

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

"Wanneer de kinderen echter ... (zie hiervoren )...".

Artikel 5.-

Artikel 7 van dezelfde wet wordt opgeheven".

Artikel 6.

De tekst van het ontwerp heeft het nadeel dat aan kinderen uit het eerste huwelijk een recht wordt verleend dat aan kinderen uit het tweede huwelijk wordt geweigerd.

In overleg met de gemachtigden van de Regering wordt voorgesteld artikel 6 van het ontwerp te vervangen door een bepaling die artikel 8, tweede lid, van de wet opheft.

Artikel 12.

Zie de opmerking, bij artikel 1 van het ontwerp gemaakt met betrekking tot 6° van artikel 2 van de wet.

.../...

Artikel 13.

Het tweede lid van artikel 18 van de wet leze men als volgt :

"Het bedrag van de vergoeding, verschuldigd aan de echtgenote van de militair, wordt verhoogd met ten minste 20 t.h. voor het eerste kind en met ten minste 10 t.h. voor ieder kind vanaf het tweede".

Gelet op deze nieuwe tekst, de enige die de vergoeding werkelijk verhoogt, wordt, in overleg met de gemachtigde ambtenaren, voorgesteld het opschrift van hoofdstuk III als volgt te wijzigen : "Aanvullende kinderbijslag".

Hierdoor is het nodig dat een nieuwe bepaling wordt opgenomen, die in de plaats kan komen van het overbodig geworden artikel 17 van het ontwerp, en als volgt kan worden gelezen :

"In de artikelen 1, 22, 23, 24, 25, 26, 29 en 42 van de wet worden de woorden "als kindertoelage geldende bijslagen" of "bijslagen" vervangen door de woorden "aanvullende kinderbijslag"; in artikel 28 wordt het woord "bijslagaanvragen" vervangen door de woorden "aanvragen om aanvullende kinderbijslag".

Artikelen 14, 16 en 19.

Artikel 14 van het ontwerp vult het eerste lid van artikel 19 van de wet aan met de woorden "of, bij ontstentenis daarvan, door zijn voogd". De term "bij ontstentenis daarvan" is niet volkomen veilig, want hij kan zo worden geïnterpreteerd dat de voogd alleen kan optreden als er niemand is om in het onderhoud van de minderjarige te voorzien. Zo is het echter niet. Volgens de Regering kan de voogd optreden, zelfs als er een persoon is die in het onderhoud voorziet, wanneer die persoon zelf minderjarig of nalatig is.

Derhalve wordt voorgesteld het eerste lid van artikel 19 van de wet aan te vullen met de woorden "of, in voorkomend geval, door zijn voogd".

.../...

Met dezelfde terminologie kan ook gewerkt worden in artikel 16 van het ontwerp ("... of, in voorkomend geval, aan de voogd van de minderjarigen") en in artikel 19 van het ontwerp ("... of, in voorkomend geval, door hun voogd").

Artikelen 15 tot 19.

De volgorde van deze artikelen moet worden herzien met inachtneming van de volgorde van de gewijzigde bepalingen Artikel 15 moet na artikel 19 komen.

Artikel 22.

De laatste volzin van het tweede lid van artikel 35 van de wet zou aan degene die de vergoeding aanvraagt een feitelijke aanleg ontzeggen. Alleen de aanvrager zou dus nadeel ondervinden van het in gebreke blijven van het door de wet ingerichte rechtscollege.

Die bepaling is bovendien in strijd met het beginsel dat de termijn binnen welke een rechtscollege zich moet uitspreken, geen substantieel vormvereiste is (vaste rechtspraak - zie laatstelijk, wegens het algemene karakter ervan, het arrest MOERS, nr. 13.755, van 24 oktober 1969).

Bedoelde laatste volzin moet dan ook vervallen.

.../...

Artikel 24.

Duidelijkheidshalve stelle men deze bepaling als volgt :

"Artikel 24.-

Artikel 41 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 41, § 1. De militievergoeding en de aanvullende kinderbijslag zijn verschuldigd :

1° aan de rechthebbenden bedoeld in artikel 2, 1°, 2°, 3° en 6°, vanaf de dag van indiensttreding van de militair ;

2° aan de rechthebbenden bedoeld in artikel 2, 4° en 5°, vanaf de zevende maand.

In afwijking van het bepaalde onder 1° hebben de in artikel 2, 1°, bedoelde echtgenoten slechts recht op militievergoeding ofwel vanaf de vierde maand na hun huwelijk met de militair, ofwel vanaf de zevende maand dienst van de militair. De hiervoren bedoelde wachtperioden gelden niet ingeval een kind wordt geboren uit het huwelijk van de militair.

§ 2. De Koning kan, binnen de grenzen en onder de voorwaarden welke hij zal bepalen, de perioden van uitsluiting van het genot van het recht op militievergoeding, opgelegd aan sommige rechthebbenden bedoeld in artikel 2, 1°, en aan die bedoeld in artikel 2, 4° en 5°, inkorten of doen wegvallen.

§ 3. Wederoproeping geeft recht op militievergoeding voor alle rechthebbenden, te rekenen van de dag van de wederoproeping.

.../...

§ 4. De militievergoeding en de aanvullende kinderbijslag worden betaald tot en met de dag waarop de militair naar zijn haardstede wordt teruggezonden of tot daags vóór zijn opneming in het weddestelsel. Indien de militievergoeding evenwel zonder onderbreking verschuldigd is voor de laatste zes maanden dienst, de uitzonderlijke verloven niet medegerekend, worden de vergoedingen en de aanvullende kinderbijslag uitbetaald tot en met de vijftiende dag, te rekenen van die waarop de militair met onbepaald verlof wordt gezonden.

§ 5. Wanneer de militair overlijdt gedurende en tengevolge van de dienst, worden de vergoeding en de aanvullende kinderbijslag betaald tot op de dag waarop het pensioen of een voorschot hierop wordt uitbetaald aan de rechthebbenden. De vergoedingen ontvangen sinds het overlijden blijven eigendom van de belanghebbenden voor het bedrag dat het pensioen te boven gaat.

§ 6. De vergoedingen en de aanvullende kinderbijslag, met uitzondering van de geboortevergoedingen, zijn niet verschuldigd :

1° gedurende de perioden van desertie ;

2° gedurende de uitzonderlijke verloven ;

3° gedurende de periode van verlof zonder soldij die loopt van het verblijf in het recruterings- en selectiecentrum tot de definitieve oproeping onder de wapens".

---

La chambre était composée de

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : | G. VAN BUNNEN, | conseiller d'Etat, | président, |
| de Heren : | | staatsraad, | voorzitter, |
| | J. MASQUELIN, | conseillers d'Etat, | |
| Madame : | G. CISELET, | staatsraden, | |
| Mevrouw : | | | |
| Messieurs : | P. DE VISSCHER, | assesseurs de la | |
| de Heren : | | section de législation, | |
| | G. ARONSTEIN, | bijzitters van de | |
| | | afdeling wetgeving, | |
| | M. JACQUEMIJN, | greffier adjoint, | greffier. |
| | | adjunct-griffier, | griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.